

IL ÉTAIT UNE FOIS...

11-12 DÉCEMBRE 1999, LA 110^e SESSION DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

En 1998 éclate le scandale de l'attribution des JO à Salt Lake City. L'existence même du CIO est menacée. Il faut dire que, en près de vingt ans, à coups de droits télévisés et de sponsoring, le sport international s'est mué en un terrain de jeu furieusement lucratif. Un « âge d'or de la corruption ». Il va falloir se réformer, et vite. Mais à quel point ?

CIO, LES SEIGNEURS DES ANNEAUX DANS LA TOURMENTE

Les 11 et 12 décembre 1999, la 110^e session annuelle du Comité international olympique (CIO) se déroule au Palais de Beaulieu, à Lausanne, siège de l'institution. Ses membres vont approuver ce jour-là 50 modifications à la charte olympique à la suite du scandale dans l'attribution des jeux Olympiques d'hiver à Salt Lake City, aux États-Unis. De quoi réformer en partie l'institution, mais pas le système olympique.

« Le CIO a été fortement critiqué, à juste titre parfois, et sa crédibilité, voire dans certains cas son intégrité, ont été mises en doute. (...) Comme ce fut le cas dans de nombreuses autres institutions avant le CIO, il a fallu une crise majeure pour apporter ces changements majeurs. (...) Grâce à ces réformes, le Comité international olympique entrera dans le nouveau millénaire plus fort, plus moderne, plus démocratique, plus transparent, plus responsable, et, en votant, les membres en feront la démonstration au monde entier. » Ce mea culpa en demi-teinte est celui de Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO) entre

1980 et 2001. Il a prononcé ces mots en ouverture de cette 110^e session avant de passer la parole à l'ancien secrétaire d'État et prix Nobel de la paix américain Henry Kissinger, puis à Robert Badinter, dont l'implication dans le processus de réforme a servi de garantie d'indépendance et de moralité.

Comment le CIO en est-il arrivé là ?

L'arrivée massive de la télévision dans le sport au début des années 1960 a offert aux États-Unis la possibilité d'user d'un nouveau levier d'influence culturelle via son organe de propagande, la United States Information Agency, et d'en mesurer les conséquences politiques à partir des jeux Olympiques de Tokyo, en 1964. Pour certains auteurs, c'est à cette période que se développe une première « culture de l'irrégularité » dans l'attribution des jeux Olympiques. Après des périodes de résistance relative face au commercialisme américain sous les présidences de l'homme d'affaires américain »



Le 25 janvier 1999, après les révélations et les démissions, « L'Humanité » n'est pas dupe et titre « Le CIO se déleste de six membres mais ne règle pas le problème ».

C'est lors des 108^e et 109^e sessions en mars et en juin 1999, que le président Samaranch annonce la mise en place d'une commission chargée des réformes ainsi que d'un code d'éthique.





En 1952, Avery Brundage devient président du CIO, et ce jusqu'en 1972. L'homme d'affaires américain est membre de l'institution depuis... 1936. Singulièrement «tolérant» vis-à-vis de l'Allemagne nazie, il refusera de boycotter les JO de Berlin.

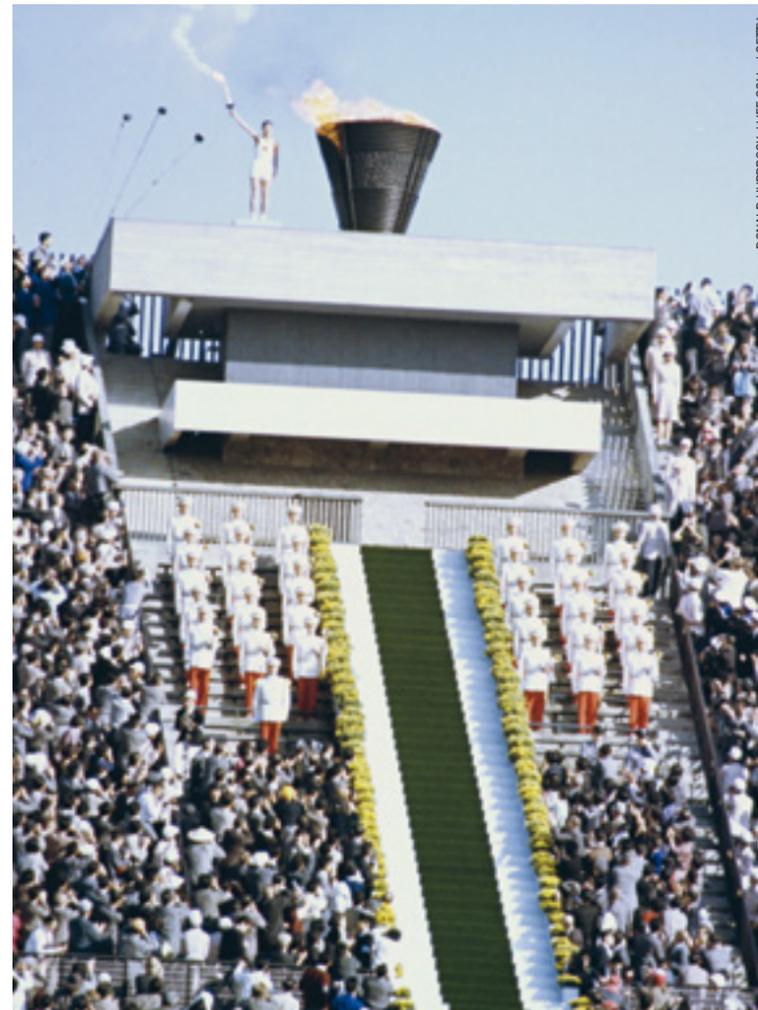
» Avery Brundage (1952-1972) et du journaliste irlandais lord Killanin (1972-1980), l'arrivée de Samaranch à la tête du CIO va redistribuer les cartes. Mis sous pression par les médias états-uniens, les boycotts successifs – celui des JO de Montréal 1976 et de Moscou 1980 notamment – et ainsi le risque de disparition des jeux Olympiques, cet ancien dignitaire franquiste s'allie alors avec les États-Unis et leur comité national olympique, réformé sous les présidences de Ford et Carter, afin d'aligner le fonctionnement du sport international sur le modèle américain, en abandonnant par exemple définitivement l'amateurisme dès 1981.

À partir de 1982, le CIO commence à travailler avec la société suisse de marketing ISL, nouvellement fondée par Horst Dassler, ancien patron d'Adidas. Ce sont là les premiers signes d'une accélération de la commercialisation olympique. En 1985 est créé le programme The Olympic Partner (TOP), que le CIO décrit aujourd'hui comme «le plus haut niveau de partenariat olympique», avec des partenaires comme Coca-Cola ou Visa. Il s'agit en fait de la conséquence des phénomènes décrits précédemment, et de la création d'un modèle financier qui perdure encore de nos jours, fondé sur deux types de ressources : les droits télévisés, principalement, et le sponsoring dans une moindre mesure. C'est ce deuxième type de ressources que le programme TOP doit couvrir, donnant ainsi aux firmes américaines une nouvelle forme d'influence sur le CIO. Depuis lors, l'attribution des jeux Olympiques dépend en grande partie des souhaits des télévisions et des stratégies commerciales de ces entreprises.

Plus d'une décennie après la démocratisation complète de la télévision en Occident, la rencontre entre le modèle marketing d'ISL et l'augmentation des recettes de sponsoring va complètement transformer le CIO. Son budget croît vertigineusement et, avec lui, les circulations d'argent autour de l'institution et de l'attribution des JO. C'est ce que dénonce le journaliste britannique Andrew Jennings lorsqu'il publie «The Lords of the Rings» – pour lequel il sera condamné par la justice suisse – pour la première fois en 1992. Signe de son succès, il est traduit en treize langues et réédité en 1996. Durant cette même période, grâce à un système mafieux de redistribution des droits télévisés, la société ISL va arroser de pots-de-vin nombre de dirigeants sportifs, notamment le président de la Fédération internationale de football association (Fifa) et membre du CIO, João Havelange. Alors que ce nouvel «âge d'or» de la corruption sportive prend son essor, Salt Lake City, ville des mormons, est désignée en juin 1995 pour accueillir les Jeux d'hiver sept ans plus tard.

En novembre 1998, le journaliste Chris Vanocur, de la télévision de Salt Lake City KTVX, révèle les premières bribes du scandale à partir d'une fuite de documents : la fille du membre camerounais du CIO René Essomba aurait reçu un soutien financier du comité de candidature qui lui aurait permis de payer sa formation universitaire aux États-Unis. De la corruption en bonne et due forme. Et d'un cas isolé, le scandale s'étend peu à peu. Bien que mis sous pression par le gouvernement helvétique, qui souhaite taire l'affaire, le membre suisse du CIO Marc Hodler, président de la Fédération internationale de ski, laisse entendre lors d'une conférence de presse que ce modus operandi serait monnaie courante au CIO.

L'institution réagit dès décembre 1998 en mettant sur le coup sa commission juridique, dirigée par le Sénégalais Keba Mbaye, membre du CIO, président du Tribunal arbitral du sport et anciennement vice-président de la Cour internationale de justice de La Haye (1983-1991). Puis c'est le Canadien Richard Pound – qui deviendra par la suite président de l'Agence mondiale antidopage et un personnage très influent dans le monde du sport international – qui prend la tête de la commission ad hoc chargée de reprendre l'affaire en main. En compagnie de Juan Antonio Samaranch et de Michael Payne, ancien employé d'ISL et directeur marketing du CIO, il prend la température auprès des partenaires TOP et se rend à Salt Lake City pour mener l'investigation sur place. En parallèle, le CIO s'attache les services de l'agence états-unienne de relations publiques Hill & Knowlton, alors la plus importante au monde, afin de surmonter la crise. »



En 1980, l'Irlandais lord Killanin, à la tête du CIO depuis le départ de Brundage, passe la main à l'ancien dignitaire franquiste Juan Antonio Samaranch (à droite). Sous pression, ce dernier soumet l'institution au modèle américain. Un véritable tournant.



BETTMANN / CORBIS

DONALD UHRBROCK / LIFE COLL. / GETTY

En 1964 s'ouvrent les JO de Tokyo. En pleine guerre froide, l'arrivée massive de la télévision dans le sport offre aux États-Unis une opportunité supplémentaire d'étendre leur influence culturelle via leur organe de propagande, la United States Information Agency.



KESTONE / GAMMA-RAPHO / GETTY



THE LIFE PICTURES / GETTY



DPA-PICTURE ALLIANCE / AFP

À partir de 1982, Samaranch s'adjoint les services de la société de marketing ISL, fondée par l'ancien patron d'Adidas, Horst Dassler. Un gros coup d'accélérateur à la commercialisation des Jeux. Puis à ses dérivés.



A. HASSENSTEIN / BOINGARTS / GETTY

En 1985, le CIO instaure un programme qui vise à nouer des partenariats avec des firmes américaines ! Les « partenaires » prennent une telle ampleur que les JO d'Atlanta, en 1996, sont surnommés les « Jeux Coca-Cola ». Sponsoring et droits télévisés deviennent une source de financement exponentielle. Dès lors, l'attribution des JO dépend en grande partie des souhaits des télévisions et de ces entreprises.



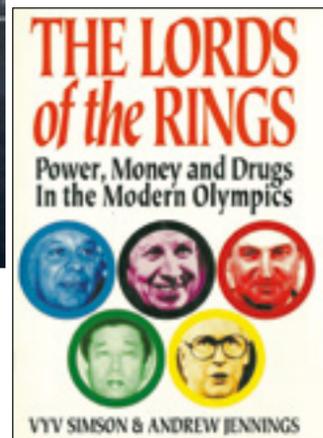
KEystone / AP



KEystone / AP

En 1995, Salt Lake City est choisie pour les JO de 2002. Un mois auparavant, la ville de l'Utah aurait offert deux fusils Browning à Samaranch. On soupçonne un système de pots-de-vin. Le président du comité d'organisation, Frank Joklik, (à dr., ci-contre) démissionne, ainsi que 5 autres responsables. Le scandale contraint le CIO à se réformer. Ce sera chose faite en décembre 1999, avec la caution de Robert Badinter (2^e) et du diplomate américain Henry Kissinger (3^e).

A. Jennings publie, en 1992, « The Lords of the Rings ». Il sera condamné par la justice suisse. L'ouvrage, au sous-titre éloquent (« Pouvoir, argent et drogues au sein des JO modernes »), dévoile les méthodes en cours au plus haut niveau des instances sportives internationales. Un pavé dans la mare.



» Le président et le vice-président du comité d'organisation des JO, Frank Joklik et David Johnson, démissionnent en janvier 1999 et la maire de Salt Lake City, Deedee Corradini, annonce qu'elle ne se présentera pas pour une réélection. Du côté du CIO, la commission exécutive recommande l'expulsion de sept membres, un avertissement dans un autre cas et la poursuite des investigations concernant trois dossiers. Presque tous les membres sanctionnés sont africains ou sud-américains, le CIO préservant ainsi ses membres européens et nord-américains. La pression augmente néanmoins sur les épaules de Samaranch, qui refuse de démissionner, alors que s'ouvre à Lausanne la conférence sur l'antidopage en février 1999. Lors de ses 108^e et 109^e sessions, respectivement en mars et juin 1999, le CIO met en place une commission chargée des réformes (CIO 2000) ainsi qu'un code d'éthique. Convoqué dans l'intervalle par la commission d'enquête du Sénat américain, Samaranch refuse de s'y rendre, de crainte de se faire arrêter. Il envoie à sa place les deux membres américains du CIO : Jim Easton, businessman et président de la Fédération internationale de tir à l'arc, et Anita De-Frantz, vice-présidente du CIO, qui servira pour l'occasion de caution afro-américaine de l'institution.

Comble de paradoxe, la 110^e session du CIO débute quant à elle avec la prestation de serment, en tant que nouveaux membres du CIO, de deux figures du sport qui seront plus tard impliquées dans d'immenses scandales de corruption : le président de la Fifa, Sepp Blatter, et le président de la Fédération internationale d'athlétisme, Lamine Diack. Mais la séance porte essentiellement sur des recommandations de la commission CIO 2000 soumises aux membres, divisées en trois séries. La première porte sur la composition, la structure et l'organisation du CIO. La deuxième traite plus généralement du rôle du CIO. Quant à la troisième série de recommandations, elle concerne directement la sélection de la ville organisatrice des jeux Olympiques, thématique au cœur du scandale.

Nombre de réformes sont ainsi votées, et parmi elles : réduire le nombre de membres, l'âge limite, la durée de mandat du président à huit ans renouvelable pour quatre ans, améliorer la représentation des athlètes et des comités nationaux olympiques, renforcer l'indépendance de ceux-ci vis-à-vis des gouvernements, ou encore améliorer l'efficacité du CIO dans les domaines de la culture et de l'éducation. Mais d'autres points sont aussi révélateurs des stratégies de riposte du CIO pour faire face au scandale, et notamment la création d'un département de la communication composé entre autres d'anciens journalistes professionnels.

EN SAVOIR PLUS

« JEUX OLYMPIQUES. UN SIÈCLE DE PASSIONS », de Patrick Clastres, les Quatre Chemins, 2008.

« OLYMPISME ET GUERRE FROIDE CULTURELLE », de Jérôme Gygas, L'Harmattan, 2012.

« TARNISHED RINGS. THE INTERNATIONAL OLYMPIC COMMITTEE AND THE SALT LAKE CITY BID SCANDAL », de Wenn Stephen, Barney Robert and Martyn Scott, Syracuse University Press, 2011.

L'adoption de ces réformes permet à Samaranch de se rendre finalement sans crainte devant le Congrès américain, le 15 décembre 1999, et d'y comparaître plusieurs heures sans être réellement inquiété. La présence à ses côtés d'Henry Kissinger et de l'ex-sénateur Howard Baker, qui avait enquêté sur le scandale du Watergate sous Nixon, conforte considérablement sa situation. Ce qui fait dire au chroniqueur du « Washington Post » Thomas Boswell : « Samaranch dans le rôle du héraut du retour à la moralité est un des spectacles les plus bizarres auquel on ait jamais assisté dans le monde sportif. »

Dirigé d'abord par des aristocrates libéraux puis par des libéraux conservateurs, le Comité international olympique a toujours été ralenti dans son histoire par son incapacité à faire preuve de progressisme. Une fois entrée dans une nouvelle étape de la mondialisation économique, l'institution n'a pu éviter le choc de la rencontre entre un business model que ses dirigeants voulaient moderne et des structures encore profondément ancrées dans le passé. Il a donc fallu qu'elle soit poussée dans ses derniers retranchements, menacée de disparition par les États suite au scandale de Salt Lake City, pour que ses membres n'aient d'autre choix que celui d'entrer dans une nouvelle ère : celle de la transparence (relative), mais surtout de l'hypercommunication. Bien que son modèle initial ait été conservé tant en termes de recrutement par cooptation que d'autonomie dans sa gestion, le CIO se transforme dès lors radicalement.

Toutefois, le reste du système olympique évolue peu. Bien que concernés par les réformes, les comités nationaux olympiques ne sont pas soumis aux mêmes contraintes que leur organisation mondiale. Quant aux fédérations internationales, elles restent souveraines dans le giron de leur propre sport et n'ont pour certaines que très peu de comptes à rendre. En 2015, le Fifagate en a été l'une des démonstrations les plus criantes.

QUENTIN TONNERRE

Doctorant en histoire diplomatique du sport, assistant diplômé à l'Institut des sciences du sport de l'université de Lausanne (Suisse)

L'auteur a notamment publié :

« Une question de prestige dans le domaine international de l'industrie horlogère. Diplomatie suisse et chronométrage sportif (1964-1970) », in « Relations internationales », vol. 177, n° 1, 2019.

Lors de la 110^e session du CIO, les nouveaux venus doivent prêter serment. Parmi eux, Sepp Blatter ! Celui-là même qui, en 2015, sera impliqué dans le Fifagate, scandale dont les secousses se font encore sentir.



FABRICE COFFRINI / AFP